

## Essai d'Oliver Hermes

L'auteur, Oliver Hermes, est président-directeur général du groupe Wilo, président du conseil d'administration de la Wilo-Foundation, président de l'Association représentant les intérêts de l'économie allemande en Europe de l'Est (OAOEV), ainsi que membre du conseil d'administration de l'Association du Proche-Orient et du Moyen-Orient (NUMOV) et de l'Association commerciale de l'Allemagne et la zone Asie-Pacifique (OAV).

Les propos de l'auteur ne reflètent que sa propre opinion.

## Penser l'Europe de manière solidaire - Mener l'industrie vers l'avenir avec confiance

Les années 1920, surtout après 1924, exercent toujours une fascination remarquable sur l'Europe. En Allemagne, elles font inévitablement penser au foisonnement artistique, à l'euphorie de l'époque et à la vie nocturne à la fois frivole et audacieuse, notamment à Berlin. On se réfère d'ailleurs très souvent à cette période en parlant de l'âge d'or des années vingt (« Goldene Zwanziger »). On retrouve une terminologie similaire dans le monde anglo-saxon avec les « *Roaring Twenties* », en Italie avec les « *Anni Ruggenti* » et en France avec les « *Années Folles* ».

Les années 20 actuelles ont également commencé leur première année de manière assez « folle » avec un coup d'éclat. Il n'y a pas que les artistes qui doivent rester chez eux. Les fêtes communautaires et une vie nocturne intense sont hors de question à une époque de *distanciation sociale* et d'isolement privé partiel. La pandémie de coronavirus fait trembler l'Europe, et notre continent est confronté à une épreuve aux proportions historiques. Un nombre incroyable de personnes perdent la vie en Europe et sont menacées de perdre leur emploi et leur niveau de vie.

Il est incontestable que la solidarité européenne en matière de santé, et de plus en plus aussi, en matière économique est soumise à une épreuve décisive dans cette crise. Cependant, la question de la solidarité et de la souveraineté au sein de notre communauté d'états ne se pose pas seulement aujourd'hui, en temps de crise.

Pendant trop longtemps au sein de l'UE, la question d'une stratégie industrielle européenne cohérente n'a pas trouvé de réponse adaptée.

C'est là que réside l'opportunité de la crise et l'heure de l'Europe peut encore sonner. Petit aperçu chronologique :

### L'industrie européenne avant le début de la pandémie de coronavirus

Les différents pays hors d'Europe ont adopté des stratégies industrielles nationales peu avant le début de la pandémie et les mettent en œuvre de manière cohérente :

Aux États-Unis, le principe « *America First* » prédomine. Il s'agit essentiellement pour le gouvernement américain de renforcer les entreprises nationales évoluant dans différents secteurs et d'entreprendre une ré-industrialisation du pays.

Le gouvernement chinois, quant à lui, a établi un plan très clair concernant le développement de son industrie nationale. À cette fin, elle a formulé une stratégie « *Made in China 2025* » et est en train de la mettre en œuvre. La stratégie industrielle chinoise a défini dix secteurs dans lesquels les entreprises chinoises sont appelées à devenir les leaders mondiaux.

La Russie a également formulé une stratégie industrielle claire en imposant des sanctions depuis plusieurs années et toujours en application à ce jour. L'objectif est de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des matières premières, en particulier du pétrole et du gaz. La Russie vise à diversifier son industrie et à augmenter la valeur ajoutée locale, ainsi qu'à renforcer ces exportations.

Les pays du Moyen-Orient ont développé des visions nationales, qui contiennent également des objectifs évidents pour le renforcement des activités industrielles. La teneur de toutes ces perspectives nationales est de réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz et de se préparer aux « nouvelles années 20 ». À l'instar de la stratégie industrielle de la Chine, les visions nationales

## Essai d'Oliver Hermes

de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis, du sultanat d'Oman, du Koweït et du Qatar ont en commun de définir des objectifs clairs de protection du climat et de poursuivre leur transformation numérique.

Si nous regardons notre Europe d'avant la crise du coronavirus et essayons de trouver une stratégie industrielle cohérente pour l'UE, nous serons amèrement déçus. Avant le début de la pandémie, l'UE était déjà bien trop occupée par ses problèmes internes, par la question du Brexit et le populisme naissant dans certains pays du sud et du centre de l'Europe. Dans cette position de faiblesse, l'UE était déjà perçue, avant la crise, au mieux comme un partenaire secondaire des États-Unis sur les questions de sécurité et de défense, et de la Chine sur les questions économiques.

En Europe, nous avons dû veiller, avant même le début de la pandémie, à ce que le monde ne bascule pas dans une bipolarité au cours de la nouvelle décennie et à ce que les règles du jeu soient déterminées par les États-Unis et la Chine, surtout à l'ère de l'industrie numérique.

### **L'industrie européenne est essentielle pour faire face à la crise du coronavirus**

En temps de crise, certains experts économiques chantent de nouveau les adieux à l'industrie européenne et à la « vieille économie ». Ils font référence à la montée des géants technologiques comme Amazon, Apple, les grandes sociétés de streaming, Microsoft avec ses services de *cloud computing* et certainement les géants du jeu comme Nintendo. Toutes ces entreprises numériques bénéficieraient de la crise du Coronavirus et leurs modèles d'affaires seraient stimulés comme par magie. Face au cas de ces entreprises, « l'arrêt » d'entreprises industrielles traditionnelles européennes et une chute correspondante des cours des actions sur les marchés boursiers est donné comme exemple négatif.

Il est certainement indéniable qu'en pleine crise du coronavirus, nous découvrons encore plus le monde numérique du streaming, des sports électroniques et aussi des supports pédagogiques numériques, et nous utilisons le commerce électronique et les échanges en ligne bien plus qu'auparavant.

Mais il est également vrai que la crise du coronavirus montre que les citoyens européens ne peuvent exister sans les produits industriels, dont la plupart sont également fabriqués ici.

Les équipements médicaux tels que les appareils respiratoires fabriqués industriellement en Europe et les équipements de laboratoire sont nécessaires à la survie. Ce sont les produits industriels qui assurent la maintenance des infrastructures critiques européennes dans les secteurs de la santé, de l'énergie et de l'eau, des transports et de la circulation. Les biens du commerce en ligne doivent d'abord être produits industriellement, et physiquement disponibles, pour être distribués virtuellement en Europe. Même un produit de base comme le papier hygiénique, qui est rare et recherché de nos jours, est un produit industriel (de luxe).

Je pense donc qu'il est une fois de plus erroné de considérer la situation actuelle en Europe comme la fin des sociétés industrielles. La crise montre que les groupes industriels et technologiques européens apportent une contribution essentielle au maintien du fonctionnement des secteurs d'importance systémique et sont donc une composante fondamentale des infrastructures critiques dans l'UE. Ce sont donc aussi les entreprises industrielles qui assurent la survie de nos concitoyens en temps de crise.

Au niveau politique, dans de nombreux pays du monde, les premières réactions à la crise du Coronavirus ont d'abord été des réflexes nationalistes. Il y a eu des fermetures unilatérales des frontières, pas uniquement à l'intérieur de l'UE, les fournitures médicales et le matériel de protection ont été accaparés localement et une redistribution systématique des patients entre les pays était initialement impensable.

## Essai d'Oliver Hermes

Ces dernières semaines, les chefs d'État et de gouvernement de toute l'Europe se sont réunis par vidéoconférence au sein de divers comités de l'UE. Il devient évident que le virus ne connaît pas de frontières et qu'un degré considérable de coordination et de solidarité supranationale en Europe est nécessaire pour contenir la pandémie.

Autant l'isolement dans la vie privée et la *distanciation sociale* caractérisent actuellement l'environnement social dans les états membres, autant le contraire est vrai au niveau politique. Il s'agit maintenant de coopérer et de se coordonner en Europe.

Parallèlement à la maîtrise de la crise sanitaire, il est extrêmement important de minimiser les dommages économiques causés en Europe, de préserver la stabilité financière et de préparer une phase ultérieure de reprise économique, en particulier dans le segment industriel, dès maintenant, avec prudence et surtout courage, de manière durable et surtout orientée vers l'avenir.

En agissant dans l'unité et la solidarité pendant la crise, il faut jeter les bases d'une future Europe souveraine avec une industrie forte à l'ère du numérique.

Ce qui a été manqué dans le passé et dans les temps qui ont précédé la crise du coronavirus peut maintenant être rattrapé en mettant les gaz. En temps de crise, les entrepreneurs sont toujours à la recherche d'opportunités. Il devrait en être de même pour la politique européenne.

### **L'avenir de l'industrie européenne « *au-delà de l'évidence* »**

Lors de leurs vidéoconférences, les chefs de gouvernement européens ont pour l'instant uniquement décidé de ce qui est « nécessaire » pour surmonter la crise. Les aides d'urgence par le biais du mécanisme européen de stabilité (MES), la création d'un instrument européen de financement du chômage partiel (SURE) et le soutien aux entreprises par la Banque européenne d'investissement (BEI) ont été décidés.

C'est certainement une étape importante et judicieuse. Les mesures adoptées profiteront également aux entreprises industrielles européennes, qui constituent l'épine dorsale de l'économie européenne avec leurs quelque 30 millions de salariés et leurs familles. Mais ces mesures ne suffisent pas. Elles ne constituent qu'une première étape. Elles sont *évidentes* et n'apportent qu'une réponse à l'évidence, à savoir la gestion aiguë et à court terme de l'impact économique et social de la crise. Jusqu'à présent, leur orientation n'est que très peu basée sur le long terme.

Le moment est venu d'aller *au-delà de l'évidence* et non seulement de sortir le continent de la crise avec les moyens appropriés, mais aussi de le préparer à l'avenir et de combler les lacunes du passé.

Il s'agit à présent non seulement de faire sortir l'Europe de la crise du coronavirus, mais aussi de la faire entrer dans une nouvelle ère. Il est notamment important de créer des conditions cadres qui permettront aux entreprises industrielles européennes de rester compétitives au niveau mondial à l'ère du numérique.

### **Une géostratégie globale pour l'Union européenne est indispensable**

À l'aube de ces « nouvelles années 20 », l'UE doit donc, après la crise, par l'activité de son commerce, faire jeu égal avec ses partenaires sur la scène internationale et ne pas se contenter d'un second rôle auprès des États-Unis et de la Chine. Il faut s'y préparer enfin, en réfléchissant plus largement à la portée des mesures à prendre pour faire face à la crise du coronavirus.

Au cours de la nouvelle décennie, l'UE doit gagner en confiance et, surtout, en souveraineté, dans le cadre d'une gestion des crises fondée sur la solidarité, dont on espère qu'elle sera couronnée de succès.

Avant le début de la pandémie : Nulle part ailleurs dans le monde l'espérance de vie des citoyens n'était plus élevée, leur qualité de vie plus agréable, plus saine, plus paisible et aisée, et aucune

## Essai d'Oliver Hermes

autre région du monde n'était plus prospère que l'Europe. Dans le World Happiness Report 2019, qui étudie la qualité de vie dans un certain nombre de pays, les sept premières places étaient occupées par des pays européens.

Il vaut donc la peine de se battre résolument ensemble pour que les citoyens européens continuent à bénéficier de ces avantages à l'avenir.

À cette fin, il convient tout d'abord de noter que la formulation d'une géostratégie de l'UE est essentielle et représente la « mère » de toutes les stratégies en aval, comme une stratégie industrielle cohérente.

Afin de mieux positionner les atouts européens au niveau mondial à l'avenir, il est donc urgent de développer d'autres stratégies sectorielles et fonctionnelles basées sur une géostratégie de l'UE. Il s'agit notamment d'une stratégie de sécurité à l'échelle européenne, mais aussi d'une stratégie en matière d'énergie, de protection du climat et de numérisation, avec toutes les interdépendances par rapport à une nouvelle stratégie industrielle européenne à définir.

Surtout après le Brexit, l'UE doit envoyer un signal fort indiquant que l'intégration géostratégique européenne va se poursuivre. Dans le cadre de l'élaboration d'une géostratégie, l'élargissement de l'UE aux pays des Balkans occidentaux, par exemple, devrait donc être déclaré priorité absolue. Les pays de la région font partie intégrante de l'Europe et devraient être intégrés davantage dans ses structures politiques et économiques dès que possible. L'industrie européenne en tirerait profit, car ces pays présentent un intérêt croissant en tant que marchés de vente et d'approvisionnement.

Il convient de se féliciter que l'UE ait désormais développé de nouveaux éléments stratégiques pour les relations avec l'Asie centrale et pour une meilleure connectivité avec les pays partenaires de l'Est. Cependant, tant que les stratégies ne sont pas liées à un dialogue avec l'Union économique eurasiatique (UEEA), leurs chances de succès sont limitées. Dans l'intérêt de l'industrie européenne, nous avons besoin d'un échange institutionnalisé entre les commissions de l'UE et de l'UEEA.

D'énormes potentiels économiques, qui ne sont actuellement pas pleinement exploités, sommeillent ici, car il manque une géostratégie claire et la clarification de la question russe. Séparément, ni l'UE ni la Russie ne parviendront à développer un antidote efficace contre la répartition bipolaire du monde par les Chinois et les Américains. Une fois la géostratégie de l'UE en place, il devrait y avoir un échange sérieux sur un espace économique et industriel commun de Vladivostok à Lisbonne.

En tout cas, il est clair qu'il ne suffit pas de se concentrer uniquement sur les questions relatives à la lutte contre la pandémie, puis de nouveau sur la protection du climat.

La confiance dans les marchés européens ne doit pas être perdue. Ce danger existe cependant si les mesures prises se concentrent uniquement sur le « sauvetage » ou la « reconstruction » et non sur une orientation stratégique future de l'Europe.

Le « sauvetage » et la « reconstruction » sont *évidents* et nécessaires. L'orientation géostratégique future de l'Europe va cependant au-delà de l'évidence.

### **Le « fonds de reconstruction » européen doit être un « fonds d'avenir »**

Cela doit également être pris en compte dans la conception d'un fonds de reconstruction de l'UE né de la crise du coronavirus. Il doit s'agir d'un fonds d'avenir. Un simple « fonds de reconstruction » ne serait pas suffisant.

Bien entendu, la première étape devrait consister à déterminer l'objectif et l'utilisation des fonds pour soutenir l'économie européenne et, en particulier, les états membres particulièrement touchés par la pandémie.

## Essai d'Oliver Hermes

Les chaînes d'approvisionnement en Europe sont plus étroitement liées entre elles que dans toute autre zone d'intégration économique au monde. Certains experts économiques parlent d'une chaîne de valeur unique au sein de l'Union européenne. Il est donc *évident* et indispensable de stabiliser la chaîne de valeur européenne afin que les différents états membres ne fassent pas faillite en tant que clients ou fournisseurs.

Mais en aucun cas, il ne faut en rester là. L'orientation vers l'avenir de l'économie européenne et de ses entreprises industrielles importantes ne peut être ignorée. Une fois de plus, il faut penser *au-delà de l'évidence*.

### Focus sur la transformation numérique et le changement climatique

En plus de « sauver » des entreprises, le fonds devrait donc se concentrer sur des thèmes d'avenir tels que la transformation numérique et le changement climatique, et compenser le retard de l'Europe en matière de recherche, de développement et d'éducation.

C'est pourquoi je pense que le terme « fonds de reconstruction » ou « *fonds de relance* » est mal choisi et plutôt réactif. Un terme prospectif comme « *Fonds européen pour l'avenir* » serait bien meilleur.

Dans le contexte de la transformation numérique, l'industrie européenne ne doit pas se concentrer uniquement sur la création de produits, de systèmes et de solutions intelligents et sur la construction d'installations de production numérique. Ce serait encore une fois insuffisant et trop *évident*.

La numérisation des processus de vente et de marketing, y compris les processus de distribution, peut être orientée de manière proactive et prospective grâce à un véritable accélérateur. L'objectif est de ne pas perdre de clients importants et d'en gagner de nouveaux.

La crise du coronavirus montre très clairement qu'il existe aujourd'hui au contraire une opportunité d'accroître la fidélisation et l'attachement des clients industriels européens grâce à la numérisation.

À cet égard, les États-Unis et l'Asie ont jusqu'à présent été quelque peu en avance sur nous. Ils envisagent la transformation numérique depuis le « *front end* », c'est-à-dire du point de vue du client. En Europe, elle est souvent conçue et structurée sous le label « Industrie 4.0 » ou « *Industrie du Futur* » à partir du « *back end* », c'est-à-dire des processus d'approvisionnement et de production.

Cela doit changer et exigera des entreprises industrielles européennes qu'elles aillent au-delà de toutes les mesures et de l'*évidence*.

À cet égard, un fonds pour l'économie européenne et son industrie devrait soutenir la force d'innovation des entreprises afin qu'elles soient en mesure de poursuivre des projets stratégiques de recherche et de développement malgré les ralentissements économiques liés au coronavirus et d'accélérer la transformation numérique dans tous les domaines fonctionnels.

### La protection du climat restera un sujet de premier plan de notre temps

Comme nous le savons depuis la période précédant la crise, le climat est fortement influencé, et ce négativement, par les développements à long terme, et restera donc à juste titre l'une des principales thématiques de notre époque, à tous les niveaux de la société. Cela continuera d'être le cas pour les générations futures, même après que la pandémie aura été surmontée.

Dans son discours d'élection devant le Parlement européen, la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé que l'Europe allait devenir le premier continent neutre sur le plan climatique d'ici 2050. L'objectif est donc déjà fixé, en théorie.

Après tout, le climat a besoin de pionniers et de pionnières. Il doit maintenant y avoir quelqu'un qui explore courageusement la voie à suivre, et cela peut très bien être l'Europe. Un fonds d'avenir né de la crise du coronavirus devrait inclure l'objectif d'une neutralité climatique rapide.

## **Essai d'Oliver Hermes**

Il y a une convergence d'objectifs dans la question de la protection du climat qui consiste à sauver les entreprises industrielles tournées vers l'avenir d'une part et à sauver le climat d'autre part.

De très nombreuses entreprises industrielles européennes ont élaboré une stratégie de durabilité claire et rigoureuse. Le cœur d'un grand nombre de ces stratégies d'entreprise consiste à fournir à un plus grand nombre de personnes des produits, des technologies et des services qui respectent le climat tout en réduisant l'empreinte écologique. Dans une perspective mondiale, les entreprises industrielles européennes peuvent donc apporter une contribution substantielle à la protection du climat grâce à l'efficacité énergétique et à l'utilisation efficace des ressources.

De nombreuses entreprises industrielles européennes sont des entreprises qui s'engagent dans la protection du climat. La protection du climat fait partie de leurs modèles économiques. Travailler avec les ressources précieuses que sont l'eau et l'énergie et s'occuper du climat à protéger exige une réflexion et une action durables. Ce principe est fermement ancré dans la culture d'entreprise de nombreuses sociétés industrielles européennes.

Un fonds orienté vers l'avenir pour faire face à la pandémie devrait non seulement sauver ces entreprises axées sur la protection du climat, mais aussi leur donner la possibilité de se positionner à long terme sur les marchés mondiaux.

Il convient d'ailleurs de noter que les produits, systèmes et solutions qui protègent le climat sont généralement aussi ceux qui ont la plus grande intelligence numérique.

L'objectif d'un fonds d'avenir européen devrait donc être de combiner et de coordonner les composantes « protection du climat » et « transformation numérique ».

### **La création de valeur en Europe doit être accrue**

Un autre objectif important du fonds d'avenir européen devrait être non seulement d'accroître la distribution mondiale de la valeur ajoutée en faveur des états membres européens, mais aussi d'intensifier l'ampleur de la valeur ajoutée respective des entreprises en Europe.

Les pays d'Europe centrale et orientale, qui sont déjà étroitement intégrés dans les chaînes de valeur des entreprises européennes, pourraient tirer profit des considérations actuelles de régionalisation des chaînes d'approvisionnement et de concentration des processus de production stratégiquement importants en Europe.

La crise du coronavirus a montré qu'une Europe souveraine comprend aussi les entreprises industrielles pertinentes sur le plan systémique et qui, en même temps, servent les infrastructures européennes critiques dans les secteurs de la santé, de l'énergie et de l'eau, des transports et du trafic.

Suite à la crise du coronavirus, de nombreuses entreprises industrielles européennes vont revoir leurs stratégies de « make-or-buy » et, en cas de doute, auront tendance à produire elles-mêmes des composants critiques pour la fabrication de biens industriels en Europe, en faveur de la minimisation des risques et au détriment des exigences de rendement. Cela nécessite des capacités supplémentaires et des investissements correspondants.

Là aussi, l'UE devrait créer des incitations appropriées à l'investissement par le biais d'un fonds d'avenir. L'objectif est de ramener la valeur ajoutée en Europe et, en même temps, d'accroître l'ampleur de la valeur ajoutée.

### **L'émission d'eurobonds est une conséquence logique**

Une fois la géostratégie de l'Union européenne esquissée et définie, les objectifs, la finalité ainsi que l'utilisation d'un « *Fonds d'avenir européen* » peuvent être déterminés, et ce n'est qu'alors que se pose la question du financement.

## Essai d'Oliver Hermes

Faire face aux conséquences de la pandémie, associé à une nécessaire orientation de l'Europe vers le futur, tout en comblant les lacunes du passé, est une tâche herculéenne pour les états membres de l'UE.

Cette tâche herculéenne doit bien sûr être financée. Ici aussi, il faut aller *au-delà de l'évidence*. L'émission d'eurobonds ne devrait donc plus être un sujet tabou, en particulier pour les économies les plus prospères de l'UE.

Nous devons tous reconnaître les défis qui détermineront l'avenir de notre continent et, à cet égard, assumer la responsabilité des générations futures. Inversement, cela signifie que les pays riches du nord de l'Europe doivent également assumer directement la responsabilité financière de la communauté pour les états membres plus faibles ou même en difficulté. Les problèmes et les crises communautaires exigent des solutions communautaires.

Mais à présent, il s'agit de garantir un avenir communautaire et de déterminer d'un commun accord les mesures et l'utilisation des fonds à cette fin ; le financement communautaire est donc également nécessaire comme conséquence logique.

De nombreux pays d'Europe du Nord sont relativement riches et économiquement forts. D'une part, ils tirent la majeure partie de leur puissance économique des exportations de produits finis vers les états membres de l'UE, dont certains ne sont pas aussi efficaces. D'autre part, ils sont dans certains cas fortement dépendants des produits des fournisseurs des pays les moins performants.

Ainsi, si les pays européens les moins prospères et les moins puissants économiquement se retrouvent en déséquilibre économique, ils risquent de faire faillite en tant que clients et fournisseurs, et un grand nombre d'emplois seront menacés, même dans les pays de l'UE qui ont la chance d'avoir des excédents d'exportation.

Néanmoins, l'Union européenne ne mérite pas son nom si elle gère les crises avec un accent essentiellement national et si les états membres ne sont pas solidaires les uns des autres.

Ce n'est certainement pas une union si elle n'essaie pas de relever les défis futurs pour l'ensemble des pays. Cela est particulièrement vrai pour la dimension financière qui en résulte, à savoir la dotation d'un fonds européen tourné vers l'avenir, dont le besoin se fait cruellement sentir. L'avenir commun de l'Europe doit donc également être financé conjointement.

Les états de l'Union européenne sont une communauté de destin. La responsabilité conjointe n'est pas une nouveauté dans l'économie réelle, car les chaînes de valeur sont plus ou moins standardisées et très intégratives.

Si l'économie réelle est en détresse dans les différents états membres à la suite d'une crise, comme c'est le cas actuellement avec la pandémie de coronavirus, l'économie financière très fortement intégrée à l'Europe dans les différents états membres et ayant un impact européen global sera rapidement affectée. La crise financière de 2008/2009 a montré que ce mécanisme ne peut être résolu que conjointement au sein de l'UE. Il existe donc déjà une responsabilité conjointe et solidaire, tant finale que financière. La responsabilité financière conjointe n'est pas non plus une nouveauté au sein de l'UE.

Dans les pays d'Europe du Nord, on craint souvent que l'introduction des eurobonds n'entraîne une hausse des taux d'intérêt dans leurs budgets nationaux respectifs en raison de la dégradation des notations.

Afin d'éviter cela, il est important de convaincre les investisseurs, dans le cadre de l'émission d'eurobonds, que la stratégie de l'UE est pertinente et tournée vers l'avenir, qu'elle génère de la croissance et qu'elle entraîne en fin de compte une réduction de la dette des états membres. Cela permettrait également de maîtriser une hausse des taux d'intérêt potentiellement induite par le risque.

## Essai d'Oliver Hermes

La crédibilité de l'UE est donc cruciale.

Elle doit prouver qu'elle est à l'épreuve des crises tout en soutenant des modèles commerciaux non seulement robustes mais aussi tournés vers l'avenir qui créent des avantages concurrentiels. La création d'un fonds d'avenir est un moyen efficace pour y parvenir.

Le financement par l'émission d'eurobonds est une conséquence logique. Ils ne doivent en aucun cas être appelés « corona bonds », mais porter un nom prometteur. Dans le style d'un « *Fonds d'avenir européen* », ils pourraient également être émis sous le nom d'« *obligations européennes pour l'avenir* ».

### **Les prémisses stratégiques doivent refléter la conditionnalité**

En microéconomie, lors de l'émission d'obligations d'entreprise, les investisseurs financiers au niveau des sociétés émettrices exigent dans la plupart des cas le respect de *clauses financières*.

Les experts économiques exigent souvent aussi une conditionnalité financière pour l'émission d'eurobonds en tant qu'obligations communes. C'est *évident*.

Jens Weidmann, président de la Bundesbank, par exemple, a établi une comparaison métaphorique dans l'environnement privé de ses concitoyens européens en postulant que l'on ne remet pas sa carte de crédit privée à d'autres personnes dont on ne peut contrôler le comportement en matière de dépenses. Toutefois, cela ne tient pas compte du fait que les couples mariés ont souvent une carte pour un compte joint ou que certaines cartes sont également laissées à des personnes de confiance.

Le plus important est donc la confiance au sein de l'Union européenne.

*Au-delà de l'évidence*, il est beaucoup plus important de fixer des prémisses stratégiques que la conditionnalité lors de l'émission d'eurobonds. *Des clauses stratégiques* devraient donc être imposées.

La dette nationale ne diminuera que si les états membres de l'UE parviennent stratégiquement à identifier et à concrétiser les perspectives de croissance. La croissance durable est donc à l'ordre du jour pour les économies respectives de l'UE une fois la pandémie de coronavirus passée.

Pour résumer : Si nous formulons une géostratégie parallèlement à la sortie de crise au sein de l'UE, si nous développons des stratégies sectorielles et fonctionnelles en aval, si nous établissons un fonds européen pour l'avenir et si nous le finançons conjointement et solidement, nous renforcerons l'économie européenne et, comme épine dorsale, ses entreprises industrielles.

### **La responsabilité politique des entreprises est désormais un facteur clé**

Nous avons le devoir de conduire non seulement l'industrie européenne, mais aussi les économies et leurs concitoyens dans leur ensemble vers un avenir prospère. Dans une Europe souveraine.

Les entreprises industrielles sont appelées à assumer une responsabilité politique pour notre continent européen. En plus des trois objectifs « P » classiques « Personnes, Planète, Profit », il est essentiel d'intégrer la « *Responsabilité politique* » comme quatrième dimension dans la mise en œuvre des stratégies d'entreprise.

**Oliver Hermes**



## Essai d'Oliver Hermes

Sources : Propre recherche, Gabor Steingart Morning Briefing, Dr. Daniel Stelter dans le Gabor Steingart Morning Briefing, Zeit, chronique de Marcel Fratzscher dans Zeit Online, taz, Johannes Hillje pour la Fondation Körber, ZVSHK, Michael Hüther sur Deutschlandfunk, Süddeutsche Zeitung, commentaire invité de Siegmund Gabriel & Joschka Fischer dans le Handelsblatt, article de Gerhard Schröder dans le Handelsblatt, McKinsey, discours de Mario Draghi à l'Università degli Studi di Bologna février 2019, Timothy Garton Ash dans le Tagesspiegel, article de Klaus Regling dans le FAZ, Diplomatie.gouv.fr, Ursula von der Leyen dans ZDF, Spiegel, Ost-Ausschuss Osteuropaverein e.V., Institut Robert Koch, gouvernement fédéral allemand, Westfälische Zeitung, ministère fédéral de l'économie et de l'énergie, ministère fédéral des finances, commentaire de Stefan Kornelius dans la Süddeutsche Zeitung, rapport sur le développement durable et rapport annuel de Wilo 2019, Andreas Rinke dans Reuters, Sarah Kanning dans www.deutschland.de, Martin Gramlich dans Südwestrundfunk, BDI, article de Wolfgang Ischinger et Boris Ruge dans Zeit, Berliner Morgenpost, Die Welt, Neue Osnabrücker Zeitung, Lensing Media, IG Metall, Stiftung Familienunternehmen, Capital